



Il y a trois ans Samuel Paty était assassiné, le 13 octobre 2023 c'est Dominique Bernard qui était à son tour victime de la barbarie et du terrorisme. Ils étaient tous les deux des enseignants, ils accomplissaient tous les deux cette mission avec compétence et noblesse.

Nous voulons témoigner notre soutien total à la communauté éducative dans son ensemble. Nos professeurs sont essentiels, ils sont courageux et aujourd'hui, ils sont meurtris par la disparition de l'un des leurs. Ils méritent notre protection, notre solidarité, et toute notre reconnaissance. Quand l'école est attaquée, c'est la République qui est en danger.

L'école est un barrage à l'obscurantisme et au fanatisme. Face à l'obscurantisme, l'école profère le savoir, et le savoir

fait reculer l'obscurité. Elle est la lumière – imperceptible – quand on est élève mais qui souvent éclaire toute notre vie. Nous avons un devoir d'unité autour des valeurs : la liberté, l'égalité, la fraternité. Ces trois mots forment la devise de notre République, et il y en a un quatrième qui aujourd'hui est fondamental, c'est la laïcité. La laïcité n'est pas la religion de la République, c'est au contraire la possibilité de vivre en paix sans religion c'est la fraternité en acte et la volonté du vivre ensemble au quotidien. Nous planterons à nouveau en décembre un arbre de la Laïcité. Battons-nous pour l'école de la République porteuse de ces valeurs, avec lucidité, avec fermeté, avec tranquillité.

Christophe Doray pour le groupe majoritaire

Comme dans beaucoup de villes de France, l'activité commerciale en centre-ville est en baisse notable, mettant en péril nombre de commerces. En effet, comme cela était attendu dans la période d'après Covid, l'effet du ballon d'oxygène mis en place avec les prêts dits PGE, disparaît désormais. Chez nous, la situation est aggravée par les mesures prises localement notamment par les dommages financiers découlant de l'augmentation de la taxe foncière. Il faut savoir à cet égard que la taxe foncière qui s'adresse en premier lieu aux propriétaires est répercutée sur les locataires dès lors que la grande majorité des baux commerciaux sont assortis d'une clause prévoyant le remboursement de la part de taxe foncière relative à la surface louée. De même, la CFE (cotisation foncière des entreprises) en lien direct avec les taux votés par la commune et que paient toutes les entreprises, ont bondi en 2023 en atteignant une augmentation record. Dans la rue piétonne de Langon, on dénombre à ce jour

17 commerces fermés ne trouvant pas preneur. Nos espoirs de ne pas voir cette liste augmenter sont très minces. Comment imaginer que les milliers de mètres carrés autorisés par les municipalités successives au profit des grandes surfaces de périphérie, n'auraient pas d'impact dévastateur sur l'activité commerçante de cœur de ville ? Notre ville détient un record de niveau national au regard de ces mètres carrés par habitant. Il faut prendre également en considération que chaque commerce fermé impacte les commerces environnants car les commerçants et leurs employés sont également des acheteurs potentiels pour les commerces voisins. Dans toutes les réunions d'urbanisme se rapportant à la vie locale des centres-villes, on évoque qu'il faut densifier les logements en exploitant chaque mètre carré pour rajouter de la vie. Dans les faits, que fait-on réellement ?

Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020

Les services d'urgence à Langon ont été à nouveau fermés. La situation est plus qu'alarmante. Il manque des agents hospitaliers aux Urgences et dans plusieurs services. Sous une pression constante, certains soignants sont en burn-out et démissionnent. Pour résoudre le problème, il faudrait embaucher massivement et augmenter les salaires. Mais le gouvernement explique que ce n'est pas possible, que le budget de l'Etat n'est pas extensible, qu'il faut réduire la dette.

Mais cette dette, elle vient de ce que les grandes entreprises capitalistes siphonnent les caisses de l'Etat. D'abord les banques : elles encaissent les intérêts de la dette : ceux-ci devraient s'élever à 52 milliards d'euros en 2024, et à plus de 70 milliards en 2027. Ensuite, les grands groupes industriels bénéficient d'aides et de subventions massives qui ne cessent d'augmenter. Les aides publiques aux entreprises sont passées de 85 milliards d'euros par an en moyenne avant 2009 à 270 milliards en 2021, soit plus que le budget de la santé en 2023. Ces aides ne vont

pas aux petits commerçants ou artisans, mais bien aux grandes sociétés, sous tous les prétextes possibles : aides prétendues à la reconversion écologique, à l'emploi, à la compétitivité, etc. Et puis, autre cadeau au privé, il y a les appels à toutes sortes de cabinets de conseils privés pour, paraît-il, donner leurs avis « d'experts », cabinets qui font payer cher au public leur « expertise ».

Et cette politique est relayée au niveau des Conseils Régionaux, Départementaux, et des communes quelquefois. On se rappelle les aides au trust Ford pour, paraît-il, « sauvegarder les emplois » : Ford a pris les subventions et a fermé l'usine à Blanquefort. Cela a été pareil pour Fonmarty à Bazas.

Pour nous, l'argent public, celui de nos impôts, doit aller au public, à la santé, aux écoles, aux services publics. L'Etat, et ceux qui s'en font le relais, sert les intérêts des grands groupes capitalistes qui vident les caisses.

Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière